



Macron et Bayrou tentent d'imposer un budget austéritaire de 44 milliards de coupes dans les dépenses publiques et de remettre en cause les droits de toutes et tous les salarié·e·s : Tout·e·s en grève à partir du 10 septembre !

Face à la rentrée catastrophique dans notre département, les organisations syndicales du Val-de-Marne appellent à amplifier les mobilisations en cours et à organiser la grève à partir du 10 septembre ! Dès le 1^{er} septembre, organisons-nous localement dans l'unité pour préparer la grève et les mobilisations !

L'année scolaire 2025-2026 débute dans un contexte d'instabilité politique élevé et un mécontentement populaire inédit et renforcé pendant l'été. Le gouvernement illégitime de Bayrou persiste à vouloir imposer un plan budgétaire d'austérité en s'attaquant aux conquits sociaux pour leur économie « de guerre » avec l'alibi d'une dette colossale dont ils portent l'entière responsabilité depuis 2017 : la suppression de deux jours fériés, des coupes dans les services publics, le gel des prestations sociales et celui des salaires des fonctionnaires comme des non-titulaires, la désindexation des pensions de retraites, multiples attaques contre la Sécurité Sociale...

Bayrou a annoncé un vote de confiance le 8 septembre à l'Assemblée nationale. Quelle que soit l'issue de cette manœuvre, nos organisations syndicales appellent à poursuivre la lutte pour que toutes nos revendications soient satisfaites. Seule une mobilisation d'ampleur peut imposer le retrait du projet de budget Bayrou et contraindre à mettre en place une politique en faveur des services publics et de la justice sociale.

C'est le choix politique d'un budget basé sur la réduction des dépenses sociales qu'il faut combattre, pour imposer un budget de justice fiscale et sociale. L'état du service public d'Éducation Nationale est déjà alarmant.

L'année « blanche » annoncée impacterait de plein fouet l'École Publique et ses personnels. Les mesures de casse sociale toucheraient en particulier les plus précaires, les actives et actifs, et les retraité·e·s et les malades.

Dans le 94, les personnels de l'Éducation Nationale dénoncent depuis des années des problèmes structurels qui brisent les droits des personnels, leurs conditions d'exercice, et la scolarisation de toutes et tous les élèves dans des conditions leur garantissant apprentissages et émancipation. Dans cette même logique d'austérité, notre exigence d'une augmentation générale des salaires et de moyens pour le plan d'urgence pour l'éducation sont réduits au néant.

Nos organisations syndicales refusent que l'École Publique et ses personnels soient sacrifiés sur l'autel des 44 milliards de coupes budgétaires prévues dans le budget d'austérité sans précédent du gouvernement Bayrou, elles exigent :

- **Le retrait de l'ensemble du projet de budget d'austérité de 44 milliards.**
- **L'annulation des 167 fermetures de classes prévues dans le département à la rentrée 2025 et l'ouverture de toutes les classes et postes demandés par les écoles.**
- **Les moyens de l'éducation prioritaire à toutes les écoles dites « orphelines » et aux établissements qui les revendiquent, le dédoublement ou l'allègement des effectifs de toutes les GS en Éducation Prioritaire.**
- **Le réemploi des 500 collègues contractuel.les du second degré non renouvelé-e-s et des contractuel.les du premier degré dont la fin de contrat est contestable.**
- **Le recrutement en masse d'enseignant-e-s afin de pourvoir à l'ensemble des besoins pour pourvoir tous les postes, faire face aux résultats catastrophiques des concours de recrutement d'enseignant-e-s dans l'académie de Créteil et pourvoir tous les remplacements dès le 1er jour d'absence.**
- **Le recrutement d'AED à hauteur des besoins et d'AESH pour que toutes les notifications d'accompagnement prononcées par la MDPH 94 soient respectées ainsi que la création d'un statut de fonctionnaire d'Etat catégorie B pour ces personnels.**
- **La création massive de postes d'enseignant-e-s spécialisé-e-s et départs en formation pour les RASED à hauteur des besoins partout, ULIS, UE, IME... de psychologues scolaires, d'infirmier-e-s, de médecins, d'assistantes sociales.**
- **Le respect des orientations dans les dispositifs ULIS (TSA, TFC, ...), UEEA, UEMA et l'augmentation du nombre de personnels titulaires à hauteur des besoins notifiés par la CDAPH.**
- **L'abrogation de la réforme des retraites et le maintien d'un système de protection sociale par répartition et du Code des pensions civiles et militaires.**
- **La fin de l'austérité et un budget à la hauteur des besoins de nos services publics.**

Les organisations syndicales CGT Educ'action 94, SNFOLC 94, SNUDI-FO 94, SNES-FSU 94, FSU-SNUipp 94, SUD éducation 94, SE-Unsa 94 appellent l'ensemble des collègues à se réunir dès à présent dans leurs écoles et établissements pour discuter de la situation, lister leurs revendications, à se mobiliser le 10 septembre et à discuter de la grève à partir du 11.

Dans ce sens, une déclaration intersyndicale d'intention de grève est proposée pour le 1^{er} degré à partir du jeudi 11 septembre.

Une AG est organisée le 10 à Créteil à 11h, pour faire état du rapport de force et discuter des suites. Nos organisations syndicales invitent les collègues à y mandater des représentant-e-s de chaque école et établissement.